



PREFET DU NORD

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 332 - NOVEMBRE 2014

SOMMAIRE

59_D D C S_Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Nord

Arrêté N °2014329-0003 - Arrêté préfectoral portant agrément des organismes habilités à domicilier les personnes sans domicile stable	1
---	---

59_D D T M_Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

Arrêté N °2014318-0016 - Arrêté préfectoral de prorogation d'instruction lié à la demande d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes présentée par le Conseil Général du Nord à LECLUSE	6
---	---

59_Préfecture du Nord

Secrétariat général

Décision N °2014310-0008 - Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord - Décision N ° 229	9
Décision N °2014310-0009 - Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord - Décision n ° 232	12

Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Nord

Décision N °2014330-0003 - Autorisation d'exercer délivrée à l'entreprise de sécurité privée : CONTACT PROTECTION SERVICES	16
Décision N °2014330-0004 - Autorisation d'exercer délivrée à l'entreprise de sécurité privée : NORD SUD AGENCY	18

Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord - Pas- de- Calais, de Haute- Normandie et de Picardie

Maison d'arrêt de DOUAI

Décision N °2014329-0004 - Décision N ° 2 portant délégation de signature	20
---	----

Maison d'arrêt de Valenciennes

Décision N °2014321-0018 - Décision portant délégation de signature ou de compétence (placement en prévention)	22
Décision N °2014321-0019 - Décision portant délégation de signature ou de compétence (poursuite disciplinaire)	25
Décision N °2014321-0020 - Décisions portant délégation de signature ou de compétence	27

R_D R E A L_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté N °2014330-0002 - Arrêté préfectoral portant nomination des membres de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur des commerçants et artisans	33
--	----



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014329-0003

**signé par
Gilles BARSACQ, secrétaire général**

le 25 Novembre 2014

59_D D C S_Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Nord

Arrêté préfectoral portant agrément des
organismes habilités à domicilier les personnes
sans domicile stable

**Arrêté préfectoral portant agrément des organismes habilités à domicilier les
personnes sans domicile stable**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité du Nord
Le Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.264-1 à L. 264-9 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article L.261-2-1 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale et notamment l'article 102 ;

VU la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, notamment son article 51 ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 46 ;

VU le décret n°2007-893 du 15 mai 2007 relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable ;

VU le décret n° 2007-1124 du 20 juillet 2007 relatif à la domiciliation des personnes sans domicile stable ;

VU la circulaire ministérielle N° DGAS/MAS/2008/70 du 25 février 2008 relative à la domiciliation des personnes sans domicile stable ;

VU l'avis favorable du 10 juin 2008 du Conseil Général du Nord sur le cahier des charges encadrant la demande d'agrément effectuée par les organismes souhaitant assurer la domiciliation des personnes sans domicile stable ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2008 fixant le cahier des charges encadrant la demande d'agrément effectuée par les organismes souhaitant assurer la domiciliation des personnes sans domicile stable ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2014 modifié portant agrément des organismes habilités à domicilier les personnes sans domicile stable ;

Sur proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et du Secrétaire général de la préfecture du Nord.

.../...

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est agréé aux fins de procéder à l'élection de domicile des personnes sans domicile fixe, l'organisme suivant :

- Association ROMANO PRAL – FRERE GITANT, 2 Rue Berthollet, BP 41 219, 59013 Lille.

Article 2 : À compter de la signature du présent arrêté, l'organisme repris dans l'article 1^{er} est agréé pour une durée de 3 ans.

Article 3 : L'organisme cité dans l'article 1^{er} du présent arrêté est ajouté à l'annexe 1 concernant les organismes habilités à domicilier les personnes sans domicile stable.

Article 4 : La demande de renouvellement d'agrément doit être présentée par l'organisme agréé au plus tard trois mois avant l'expiration de l'agrément.

Article 5 : Le préfet peut mettre fin à l'agrément avant le terme prévu s'il constate un manquement grave aux engagements définis par le cahier des charges fixé par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2008 sus-visé.

Article 6 : L'attestation délivrée par l'organisme agréé selon le modèle réglementaire permet aux personnes sans domicile stable de prétendre à :

- la délivrance d'un titre d'identité,
- l'inscription sur les listes électorales,
- l'obtention d'aide juridique,
- l'ouverture de droits aux prestations légales, réglementaires et conventionnelles.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille (143 rue Jacquemars Gielée – 59800 Lille) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la préfecture du Nord et la directrice départementale de la Cohésion Sociale du Nord, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont une copie sera adressée aux communes et organismes concernés.

Fait à Lille, le 25 NOV. 2014

Pour le Préfet, par délégation,
le Secrétaire Général,



Gilles BARSACQ

ANNEXE 1

ABEJ Solidarité 228 rue Solférino 59 000 LILLE	Association VISA CHRS Regain 142 rue de Lille 59 200 TOURCOING	Accueil Insertion Rencontre 11/2 rue bizet 59 700 MARCQ EN BAROEUL
ABEJ Point de Repère 9 place St Hubert 59 000 LILLE	Association VISA CHRS Rénovation 84 av Roger Salengro 59 170 CROIX	Association VISA CHRS Les Petites Haies rue du Riez Charlot 59 136 WAVRIN
ACCUEIL FRATERNEL ROUBAISIE (AFR) 36 rue du Duc 59 100 ROUBAIX	Fondation Armée du Salut Accueil de jour "Au cœur de l'Espoir" 39 rue de la Verrerie BP 1030 59 375 DUNKERQUE Cedex 1	AIDA Association d'Aide à l'Insertion des Demandeurs d'Asile 58 / 60 rue de la Justice 59 000 LILLE
ATRE Accueil Temporaire pour la réinsertion 98 rue d'Isly 59 000 LILLE	Association VISA CHRS Revivre 101 rue du Pré Catelan 59 110 LA MADELEINE	Association Michel Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la réduction des risques chez les usagers de drogues CAARUD "Médiane" 32 rue Marengo 59 140 DUNKERQUE
Bethel 50 Bd Gambetta 59 200 TOURCOING	CIPD Point accueil oxygène Conseil Intercommunal de Prévention de la Délinquance 1 av Charles Saint Venant 59 155 FACHES THUMESNIL	Délégation locale de la Croix Rouge Française 27 rue Marengo 59 140 DUNKERQUE
Comité Armentierois du secours populaire français 168 rue des déportés 59 280 ARMENTIERES	La Sauvegarde du Nord – Dispositif AREAS 66 rue St Gabriel 59 800 LILLE	Association Michel Centre spécialisé de Soins pour les Toxicomanes CSST "Esquisse" 3 rue de Furnes 59 140 DUNKERQUE
La Sauvegarde du Nord – Dispositif AREAS BP 30009 59 187 DECHY	EMMAUS Dunkerque 62 rue de la Gare 59 760 GRANDE SYNTHE	Sac au Dos 62 Ter rue Gambetta 59 660 MERVILLE
Croix Rouge Française Délégation Locale de Lille 10/12 place Guy de Dampierre 59 000 LILLE	UNIVERS 93, rue de l'Epeule 59 100 ROUBAIX	Association Visa CHRS Renaître 26, av Adolphe Geeraert 59 240 DUNKERQUE
Association FARE 8, rue de Tenremonde 59 000 LILLE	Croix Rouge Française 2 rue René Mirland 59 300 VALENCIENNES	CHRS La Maisonnée 151 quai du Maréchal Foch 59 500 DOUAI
Le Groupement 50 rue Pierre Brabant 59 152 TRESSIN	F A P Boutique Solidarité 16 bd Froissard 59 300 VALENCIENNES	CHRS La Parenthèse 119 Bd Faidherbe 59 500 DOUAI
Magdala 29 rue des Sarrazins 59 000 LILLE	Emmaus 952, route Nationale 59 400 FONTAINE NOTRE DAME	Association Quoi de Neuf Docteur 2 rue de la Station 59 650 VILLENEUVE D'ASCO
Mission Locale de Roubaix 150 rue de Fontenoy 59 100 ROUBAIX	ACID Cité des jeunes Route de Valenciennes 59 600 MAUBEUGE	Association pour l'Accès au Savoir et la Santé pour la Jeunesse (ASSAJ) 5 rue Désaugiers 59 000 Lille

Compagnons de l'espoir
Communauté d'aniche
74-78 rue J.Jaurès
59 580 ANICHE

Secours Populaire Français
18/20 rue Cabanis
BP 17
59 007 LILLE Cedex

Compagnons espoir
126 rue du Maréchal Joffre
59 283 RAIMBEAUCOURT

Mission Locale de Tourcoing
Vallée de la Lys
21 rue des Ursulines
BP 64
59 331 TOURCOING Cedex

ARIPPS
41 E Résidence Le Flandres
rue de Normandie
59 600 MAUBEUGE

AJAR
Association pour la Justice
l'Accueil et la Réinsertion
3 Avenue de Liège
59 300 Valenciennes

Parcours de femmes
Résidence Charles Six
70 rue d'Arcole
BP 211
59 018 LILLE Cedex

SAINT VINCENT DE PAUL
16, rue Casimir Fournier
59 600 MAUBEUGE

AAE
Association d'Action Educative et
Sociale
8 rue Fort Louis
59 140 DUNKERQUE

R-Libre
363 bis, rue de Gand
59 200 TOURCOING

MIDI PARTAGE
24, chemin du Halage
59 300 VALENCIENNES

CIDFF de Roubaix Tourcoing
CENTRE d'INFORMATION sur le
DROIT des FEMMES et des
FAMILLES
198 rue de Lille
59 100 Roubaix

Association Sociale Nationale
Internationale Tzigane (ASNIT)
123 route d'Arras
59 155 FACHES THUMESNIL

AAPI
Association d'Animation de
Prévention et d'Insertion
67, Avenue Gustave DRON
59 200 TOURCOING

AJAR
Association pour la Justice
l'Accueil et la Réinsertion
10, avenue de la gare
59 440 Avesnes sur helpe

ACCUEIL PROMOTION SAMBRE
60, rue Victor Hugo BP (Lieu dit
Douzles) 59 600 MAUBEUGE

MISSION LOCALE METROP0LE
EST
80 rue Yves Decugis
59 650 VILLENEUVE D'ASCQ

Apparté de l'Aide aux Détenus
Nécessitant des Soins Médico-
Psychologiques (ADNSMP)
48 rue du Prieuré
59 800 Lille

CIDFF de Roubaix Tourcoing
CENTRE d'INFORMATION sur le
DROIT des FEMMES et des
FAMILLES
81 rue de Lille
59 200 Tourcoing


La Solidarité
106 Boulevard de Belfort
59 100 Roubaix

Association ROMANO PRAL
FRERE GITANT, 2 Rue Berthollet,
BP 41 219,
59 013 Lille

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du **25 NOV. 2014**

Le Préfet,

**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général**


Gilles BARSACQ



PREFET DU NORD

Arrêté n °2014318-0016

**signé par
Gilles BARSACQ, secrétaire général**

le 14 Novembre 2014

59_D D T M_ Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

Arrêté préfectoral de prorogation d'instruction
lié à la demande d'exploitation d'une
installation de stockage de déchets inertes
présentée par le Conseil Général du Nord à
LECLUSE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer du
Nord

Service Eau Environnement

**Arrêté préfectoral de prorogation d'instruction lié à la demande d'exploitation d'une
installation de stockage de déchets inertes présentée par le Conseil Général du Nord
à LECLUSE**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L. 541-30-1 ;

Vu le décret n° 2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes modifié par celui du 12 mars 2012 sur le stockage des déchets d'amiante ;

Vu le décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 et notamment les articles 29 et R 541-66 modifiés ;

Vu l'article R 541-68 du code de l'environnement fixant un nouveau délai n'excédant pas 6 mois ;

Vu la demande présentée par Le Conseil général et l'Institution Interdépartementale du Nord Pas-de-calais pour l'Aménagement de la Vallée de la Sensée en vue d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à LECLUSE, au lieu-dit : « les grandes billes » en date du 18 juillet 2014 ;

Vu l'avis favorable du maire de LECLUSE en date du 13 août 2014 ;

Vu l'avis favorable tacite de l'Agence Régionale de Santé Nord Pas-de-Calais (l'ARS) ;

Vu l'avis favorable de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de LILLE (DREAL) en date du 26 août 2014 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de LILLE du 22 août 2014 (DT de Douai) et du 6 octobre 2014 avec réserves (SEE – Police de l'Eau) ;

Considérant que la conformité du projet avec les documents présentés n'est pas totalement établie par le pétitionnaire, que l'évaluation des impacts sur les enjeux n'ont pas été suffisamment étudiés (terres agricoles) et que les éléments fournis ne permettent pas de conclure favorablement (l'avis du dossier loi sur l'eau déposé dans le Pas-de-Calais n'est pas encore formulé et les autorisations doivent être conjointes pour le démarrage des travaux) ;

Considérant que la procédure contradictoire n'a pu être menée à son terme ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Nord et du Directeur départemental des territoires et de la mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'instruction de la demande d'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes à Lécuse présentée par le Conseil Général du Nord, initialement notifiée à l'exploitant le 29 juillet 2014, est prorogée pour une durée de 3 mois.

Article 2 – Une copie du présent arrêté sera adressée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer :

- ☐ au maire de Lécuse
- ☐ au pétitionnaire
- ☐ aux Services de l'Etat consultés

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Lécuse.

Article 3 –


Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;
Le Sous-Préfet de Douai ;
Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord ;
Le Maire de Lécuse

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **14 NOV. 2014**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ



PREFET DU NORD

Décision n ° 2014310-0008

signé par
Guillaume THIRARD, secrétaire général adjoint

le 06 Novembre 2014

59_Präfecture du Nord
Secrétariat général
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques

Commission Départementale d'Aménagement
Commercial du Nord - Décision N ° 229

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

1er Bureau

Référence à rappeler : DRLP/1 – CDAC

DECISION N° 229

DOSSIER N° 229

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord,

Aux termes du procès-verbal de ses délibérations en date du **6 novembre 2014** prises sous la présidence de **M. Guillaume THIRARD**, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, représentant Monsieur le préfet empêché,

Vu la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008, notamment son article 102,

Vu le code de commerce et notamment ses articles L.750-1 et suivants, ainsi que R.751-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.122-1-15,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-25,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial,

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 2009 fixant le contenu de la demande d'autorisation d'exploitation de certains magasins de commerce de détail,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2011 portant renouvellement de la commission départementale d'aménagement commercial - C.D.A.C. - du Nord,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 par lequel M. le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, donne délégation de signature à M. Guillaume THIRARD en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ; délégation régulièrement publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n° S 305 du 23 octobre 2014,

Vu la demande d'autorisation d'extension d'un ensemble commercial par extension de 347 m2 de la surface de vente actuelle de 6622,30 m2 de l'hypermarché « E. LECLERC » (dont 100 m2 de point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, « DRIVE ») situé à BELLAING, CD 13, lieu-dit « Le berger », présentée par la société « DETA Distribution », enregistrée le 22 septembre 2014 sous le n° 229,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2014 précisant la composition de la commission d'aménagement commercial du Nord pour l'examen de la demande susvisée,

Vu le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires et de la mer Nord (DDTM),

Après qu'en ont délibéré les membres de la commission, assistés de :

- Madame Anne TALHA, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer Nord,

Considérant que la CDAC se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable et de protection des consommateurs suivant les critères d'évaluation énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce,

Considérant qu'au regard de l'aménagement du territoire, la DDTM émet un avis favorable au projet qui consiste à réaménager l'espace intérieur global de l'hypermarché en réintégrant l'espace culturel « LECLERC », situé actuellement dans la galerie marchande, au sein de la surface de vente du magasin et à réaffecter la brasserie dans l'espace laissé libre,

Considérant que l'extension de la surface de vente de 247 m2 qui se fait en milieu urbain sur un espace dédié actuellement au stationnement n'est pas consommatrice de terres agricoles et répond aux dispositions du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) qui prévoit l'extension limitée des commerces dits majeurs,

Considérant que le projet respecte la règle d'urbanisme locale de par sa situation en zone UE destinée aux activités à caractère industriel, artisanal et commercial,

Considérant que par rapport aux déplacements motorisés, le flux supplémentaire estimé à 3% engendré par l'extension mesurée de l'hypermarché, magasin conçu essentiellement pour une clientèle utilisant l'automobile, va engendrer un surplus de véhicules peu élevé à l'échelle de l'agglomération,

Considérant qu'en termes de développement durable, la fréquentation de l'établissement par les piétons et cyclistes est envisageable pour les clients provenant des habitations situées à proximité immédiate et aux alentours du projet qui bénéficient d'espaces dédiés et de passages piétons sécurisés à hauteur du centre commercial facilitant la traversée de la RD 13,

Considérant que si l'arrêt de transport collectif le plus proche du centre commercial se situe à 50 mètres environ, une consultation de l'autorité organisatrice des transports, le SITURV, doit être menée afin d'étudier une proposition de cadencement plus importante pour répondre au Plan de Déplacements Urbains (PDU) de l'agglomération et aux besoins du personnel comme de la clientèle en prenant en compte notamment la dimension sociale de la mobilité sur le territoire du Valenciennois,

Considérant qu'en matière de construction, les matériaux, performances énergétiques et thermiques sont de bonne qualité et identiques à ceux du bâtiment existant,

Considérant que le projet apparaît conforme à la législation en vigueur relative à l'aménagement commercial,

A DECIDE :

d'accorder l'autorisation sollicitée pour la demande susvisée par 6 OUI et 2 NON sur les 8 membres présents, l'autorisation n'étant acquise qu'à condition de recueillir 5 votes favorables.

Ont voté pour le projet :

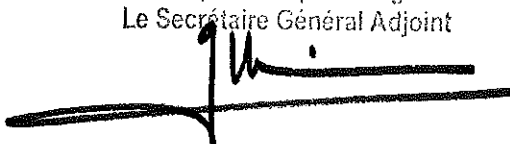
- Monsieur Michel BLAISE, maire de la commune d'implantation, BELLAING,
- Monsieur Ali BENAMARA, représentant de la communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut,
- Monsieur Raymond ZINGRAFF, membre du comité syndical du SITURV chargé du SCoT du Valenciennois,
- Monsieur Daniel CHENARD, personnalité qualifiée du collège de la consommation,
- Madame Dominique MONS, personnalité qualifiée du collège de l'aménagement du territoire,
- Monsieur Philippe DEBOUDT, personnalité qualifiée du collège du développement durable.

Ont refusé le projet :

- Monsieur Guy MARCHANT, adjoint de la commune la plus peuplée, VALENCIENNES,
- Monsieur Gérard BOUSSEMART, conseiller général.

Les cinq votes favorables requis ayant été recueillis, l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial par extension de 347 m2 de la surface de vente actuelle de 6622,30 m2 de l'hypermarché « E. LECLERC » (dont 100 m2 de « Drive » alimentaire) situé à BELLAING, CD 13, lieu-dit « Le berger », présentée par la société « DETA Distribution » est **accordée**.

Fait à Lille, le 6 novembre 2014
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD



PREFET DU NORD

Décision n ° 2014310-0009

signé par
Guillaume THIRARD, secrétaire général adjoint

le 06 Novembre 2014

59_Präfecture du Nord
Secrétariat général
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques

Commission Départementale d'Aménagement
Commercial du Nord - Décision n ° 232

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

1er Bureau

Référence à rappeler : DRLP/1 – CDAC

DECISION N° 232

DOSSIER N° 232

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord,

Aux termes du procès-verbal de ses délibérations en date du **6 novembre 2014** prises sous la présidence de **M. Guillaume THIRARD**, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, représentant Monsieur le préfet empêché,

Vu la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008, notamment son article 102,

Vu le code de commerce et notamment ses articles L.750-1 et suivants, ainsi que R.751-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.122-1-15,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-25,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial,

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 2009 fixant le contenu de la demande d'autorisation d'exploitation de certains magasins de commerce de détail,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2011 portant renouvellement de la commission départementale d'aménagement commercial - C.D.A.C. - du Nord,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 par lequel M. le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord, donne délégation de signature à M. Guillaume THIRARD en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ; délégation régulièrement publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n° S 305 du 23 octobre 2014,

Vu la demande d'autorisation de création d'un magasin à l enseigne « LIDL » d'une surface de vente de 1275 m2 à PROVILLE, 122 avenue de Paris, présentée par la SNC LIDL, enregistrée le 3 octobre 2014 sous le n° 232,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 précisant la composition élargie de la commission d'aménagement commercial du Nord pour l'examen de la demande susvisée,

Vu le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires et de la mer Nord (DDTM),

Après qu'en ont délibéré les membres de la commission, assistés de :

- Madame Anne TALHA, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer Nord,

Considérant que la CDAC se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable et de protection des consommateurs suivant les critères d'évaluation énoncés à l'article L. 752-6 du code de commerce,

Considérant qu'au regard de l'aménagement du territoire, la DDTM émet un avis défavorable à la création d'un magasin « LIDL » à l'emplacement d'un magasin de carrelages qui fermera prochainement et d'une maison individuelle attenante qui sera démolie,

Considérant que si le SCoT n'a pas entendu encadrer de manière prescriptive l'implantation préférentielle des commerces en dessous du seuil de 2500 m2 de surface de vente, l'implantation d'une enseigne alimentaire, traditionnellement considérée de proximité, en périphérie de cette zone commerciale majeure et sa complémentarité avec le commerce de centre-ville pose question,

Considérant que le projet ne participe pas au renforcement de l'armature urbaine (pôle de centralité de Cambrai) et contribue à la dégradation de cette entrée de ville en confirmant la vocation de vitrine commerciale de la RD 644, axe de l'entrée sud de l'agglomération qui gagne sur le tissu urbain historique en prolongeant la zone Cora vers Cambrai,

Considérant que si le projet prévoit la réalisation d'un giratoire au droit de son magasin afin d'assurer l'accessibilité et la sécurité de tous les usagers sur cet axe d'entrée de ville en cours de déclassement, il incite au déplacement automobile,

Considérant que si actuellement la création d'un giratoire n'est pas autorisée par le conseil général, gestionnaire de la voirie qui préconise un tourne-à-gauche, à terme les opérations d'aménagement sur cet axe seront soumises à l'accord du maire de la commune concernée,

Considérant qu'au regard du développement durable, la fréquentation de l'établissement est envisageable par les piétons et cyclistes mais le caractère routier prononcé de cet axe rend périlleuse la traversée par les piétons,

Considérant que le site est accessible par les transports en commun avec deux arrêts situés face au projet et à moins de 100 mètres,

Considérant qu'en matière de construction, le bâtiment est conçu pour atteindre les performances énergétiques attendues par la réglementation thermique RT 2012,

Considérant que le projet n'apparaît pas conforme à la législation en vigueur relative à l'aménagement commercial,

A DECIDE :

de refuser l'autorisation sollicitée pour la demande susvisée par 5 OUI, 2 NON et 3 abstentions sur les 10 membres présents, l'autorisation n'étant acquise qu'à condition de recueillir 6 votes favorables.

Ont voté pour le projet :

- Monsieur Daniel DELWARDE maire de la commune d'implantation, PROVILLE,
- Monsieur Gérard BOUSSEMART, conseiller général,
- Monsieur Jean-Marcel DUMONT, maire de la commune du Pas-de-Calais impactée par la zone de chalandise, GRAINCOURT-LES-HAVRINCOURT,
- Monsieur Daniel CHENARD, personnalité qualifiée du collège de la consommation,
- Monsieur Jean-Michel PELIKS, personnalité qualifiée du collège de la consommation du Pas-de-Calais.

Ont voté contre le projet :

- Madame Dominique MONS, personnalité qualifiée du collège de l'aménagement du territoire,
- Monsieur Philippe DEBOUDT, personnalité qualifiée du collège du développement durable.

Se sont abstenus :

- Monsieur Didier DRIEUX, maire de la commune de la zone de chalandise, MARCOING,
- Madame Monique BOUQUIGNAUD, conseillère de la commune la plus peuplée, CAMBRAI,
- Monsieur Sylvain TRANOY, président du syndicat mixte du Pays du Cambrésis chargé du SCoT.

Les six votes favorables requis n'ayant pas été recueillis, l'autorisation de procéder à la création d'un magasin à l'enseigne « LIDL » d'une surface de vente de 1275 m2 à PROVILLE, 122 avenue de Paris, présentée par la SNC LIDL est **refusée**.

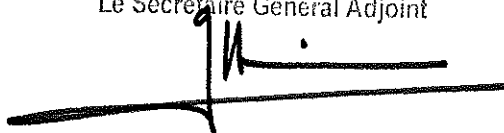
La présente décision est susceptible de faire l'objet, dans un délai d'un mois, d'un recours devant la commission nationale d'aménagement commercial (DGCIS - bureau de l'aménagement commercial, secrétariat de la CNAC, Télédoc 121, 61 boulevard Vincent Auriol - 75703 PARIS CEDEX 13).

Ce délai court dans les conditions définies ci-après :

- Pour le demandeur, à compter de la date de notification de la présente décision,
- Pour le préfet et les membres de la commission visés à l'article L.752-17 du code de commerce, à compter de la date de la réunion de la commission,
- Pour toute autre personne ayant intérêt à agir :
 - si le recours est exercé contre une décision de refus, à compter du premier jour de la période d'affichage en mairie cité à l'article à l'article R.752-25 du code de commerce ;
 - si le recours est exercé contre une décision d'autorisation, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues aux articles R.752-25 et R.752-26 du code de commerce.

Fait à Lille, le 6 novembre 2014

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a horizontal stroke.

Guillaume THIRARD



PREFET DU NORD

Décision n °2014330-0003

signé par
Didier MONTCHAMP, président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle
Nord

le 26 Novembre 2014

Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Nord

Autorisation d'exercer délivrée à l'entreprise
de sécurité privée : CONTACT
PROTECTION SERVICES

Conseil National des Activités Privées de Sécurité

CONTACT PROTECTION SERVICES

Le Président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Nord

463 rue des clauwiers
59113 SECLIN France

LILLE, le 26 novembre 2014

VU :

- le livre VI du code de la sécurité intérieure ;
- le décret n°86-1099 du 10 octobre 1986 modifié, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;
- le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;
- le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants et à l'aptitude professionnelle des salariés des agences de recherches privées ;
- le décret n°2011-1919 du 22 décembre 2011 modifié relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 ;
- l'arrêté du 23 décembre 2011 modifié portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;
- la demande présentée le 03/11/2014 par CONTACT PROTECTION SERVICES, de numéro de SIRET 80474813500014, en vue d'obtenir une AUTORISATION D'EXERCER;

Décide

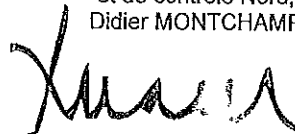
Une autorisation d'exercer comportant le numéro AUT-059-2113-11-25-20140406509 est délivrée à CONTACT PROTECTION SERVICES, de numéro de SIRET 80474813500014

Elle autorise son titulaire à exercer la ou les activités suivantes :

- Surveillance ou gardiennage

Le Président de la commission interrégionale d'agrément
et de contrôle Nord,

Le président de la commission interrégionale d'agrément
et de contrôle Nord,
Didier MONTCHAMP



Conformément à l'article 2 du décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005, l'instruction de votre demande peut donner lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnés à l'article 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003.

Conformément aux articles 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données enregistrées. Ce droit peut s'exercer par simple demande en écrivant à la commission interrégionale d'agrément et de contrôle ayant reçu le dossier.

ADRESSE POSTALE : Centre Europe Azur 323 avenue du Président Hoover 59041 LILLE CEDEX CS 60023 - STANDARD : 01.48.22.20.40

ADRESSE INTERNET : cnaps-dt-nord@interieur.gouv.fr

Décision N°2014330-0003 - 26/11/2014



PREFET DU NORD

Décision n °2014330-0004

signé par
Didier MONTCHAMP, président de la commission interrégionale d'agrément et de contrôle
Nord

le 26 Novembre 2014

Commission interrégionale d'agrément et de contrôle Nord

Autorisation d'exercer délivrée à l'entreprise
de sécurité privée : NORD SUD AGENCY

Conseil National des Activités Privées de Sécurité

NORD SUD AGENCY

Le Président de la commission interrégionale
d'agrément et de contrôle Nord

21 avenue le corbusier
59042 LILLE France

LILLE, le 26 novembre 2014

VU :

- le livre VI du code de la sécurité intérieure ;
- le décret n°86-1099 du 10 octobre 1986 modifié, relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transports de fonds, de protection physique des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection ;
- le décret n° 2005-1122 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité et relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéoprotection ;
- le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 modifié pris pour l'application de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 et relatif à la qualification professionnelle des dirigeants et à l'aptitude professionnelle des salariés des agences de recherches privées ;
- le décret n°2011-1919 du 22 décembre 2011 modifié relatif au Conseil national des activités privées de sécurité et modifiant certains décrets portant application de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 ;
- l'arrêté du 23 décembre 2011 modifié portant création des commissions interrégionales d'agrément et de contrôle du Conseil national des activités privées de sécurité ;
- la demande présentée le 10/11/2014 par NORD SUD AGENCY, de numéro de SIRET 80446517700017, en vue d'obtenir une AUTORISATION D'EXERCER;

Décide

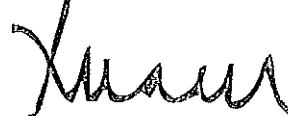
Une autorisation d'exercer comportant le numéro AUT-059-2113-11-25-20140407373 est délivrée à NORD SUD AGENCY, de numéro de SIRET 80446517700017

Elle autorise son titulaire à exercer la ou les activités suivantes :

- Surveillance ou gardiennage

Le Président de la commission interrégionale d'agrément
et de contrôle Nord,

Le président de la commission interrégionale d'agrément
et de contrôle Nord,
Didier MONTCHAMP



Conformément à l'article 2 du décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005, l'instruction de votre demande peut donner lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnés à l'article 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003. Conformément aux articles 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données enregistrées. Ce droit peut s'exercer par simple demande en écrivant à la commission interrégionale d'agrément et de contrôle ayant reçu le dossier.

ADRESSE POSTALE : Centre Europe Azur 323 avenue du Président Hoover 59041 LILLE CEDEX CS 60023 - STANDARD : 01.48.22.20.40
ADRESSE INTERNET : cnaps-dt-nord@interieur.gouv.fr



PREFET DU NORD

Décision n ° 2014329-0004

**signé par
Bruno COULON, directeur**

le 25 Novembre 2014

**Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord - Pas- de- Calais, de Haute-
Normandie et de Picardie
Maison d'arrêt de DOUAI**

Décision N ° 2 portant délégation de signature

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES
DU NORD – PAS-de-CALAIS – HAUTE-NORMANDIE ET PICARDIE

MAISON D'ARRET DE DOUAI

DECISION PORTANT DELEGATION

N° 2 du 25 novembre 2014

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R.57-6-24 et R.57-7-5

Vu l'arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice en date du **13 février 2013** nommant **Monsieur Bruno COULON** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

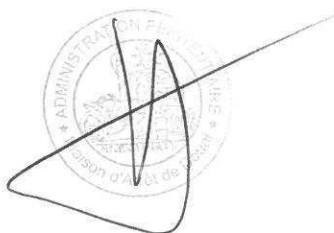
En cas d'absence ou d'empêchement du personnel de direction, délégation permanente de signature et de compétence est donnée à **Madame Sylvie BOREL**, attachée d'administration pour toutes les décisions administratives individuelles suivantes :

- autorisation d'accès à l'établissement (**art R57-6-24 et D277 du CPP**)
- surseoir au droit de visite dans les cas prévus par l'article (**art R57-8-11 du CPP**)
- décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation (**art R57-8-12 du CPP**)
- décision de retenir une correspondance, tant reçue qu'expédiée, et notification à la personne détenue dans un délai de trois jours-information CAP ou magistrat saisi du dossier de la procédure (**art R. 57-8-19 du CPP**)
- information du DI et du JAP à l'occasion de la suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue en raison de sa personnalité (**art D94 du CPP**)
- contrôle des cantines et limitation en cas d'abus (**art D343 du CPP**)
- fixation des prix pratiqués en cantine (**art D344 du CPP**)
- affectation des détenus malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA (**art D370 du CPP**)
- autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation (**art D389 du CPP**)
- autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé (**art D390 du CPP**)
- autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus (**art D446 du CPP**)
- interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité (mise en œuvre de la procédure contradictoire) (**art D459-3 du CPP**)
- suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves (**art D473 du CPP**)

A Douai, le 25 novembre 2014

Le Directeur

Bruno COULON





PREFET DU NORD

Décision n °2014321-0018

**signé par
Frédéric ROGERAT, chef d'établissement**

le 17 Novembre 2014

**Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord - Pas- de- Calais, de Haute-
Normandie et de Picardie
Maison d'arrêt de Valenciennes**

Décision portant délégation de signature ou de
compétence (placement en prévention)



**DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE**

**DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE, HAUTE-NORMANDIE**

**MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES
DIRECTION**

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE OU DE COMPETENCE

Décision du lundi 17 novembre 2014.

Monsieur Frédéric ROGERAT, Chef d'établissement de la MA Valenciennes.

Vu :

- L'arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, nommant en date du 03 avril 2014 Monsieur Frédéric ROGERAT en qualité de Chef d'établissement de la MA Valenciennes ;
- L'article R.57-7-18 du Code de Procédure Pénale ;

DECIDE :

Article 1 : Délégation de signature est donnée aux personnes suivantes :

- Mme PEREZ Marie-Line, Capitaine pénitentiaire, Adjointe au Chef d'établissement,
- M. LAMARCHE Grégori, Capitaine pénitentiaire, Chef de détention,
- M. BOUCLY Roger, Capitaine pénitentiaire,
- M. BOUTROUILLE Michel, Lieutenant pénitentiaire,
- M. DUHEM Thibaut, Lieutenant pénitentiaire,
- M. CUVILLIER Philippe, Major pénitentiaire,
- M. SEU Jean-François, Major pénitentiaire,
- M. ADAMI Philippe, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. BROQUET Michel, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. DEVELAY Jean-Christophe, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. KHELILI Alain, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. NISOL Patrick, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. PIORUN Patrick, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. ROSE Jean-Philippe, Premier surveillant pénitentiaire,
- M. WITKOWSKI Michaël, Premier surveillant pénitentiaire,

Aux fins de :

- De décider de placer les personnes détenues, à titre préventif, en confinement en cellule individuelle ordinaire ou en cellule disciplinaire.

MA VALENCIENNES
75 rue Lomprez
B.P. 80455
59322 VALENCIENNES Cédex
Téléphone : 03.66.22.71.80
Télécopie : 03.27.42.84.50



Article 2 : Toute décision antérieure portant délégation de signature en la matière est abrogée.

Il est rappelé que la mise en prévention est limitée quant à son objet à la double condition :

Elle ne peut concerner que les fautes disciplinaires des 1^{er} et 2^{ème} degrés.

Elle ne peut être diligentée que si elle apparaît comme l'unique moyen de mettre fin à l'incident ou de préserver l'ordre interne de l'établissement.

D'autre part, la durée de la prévention est limitée au strict nécessaire et ne peut excéder 2 jours ouvrables.

Dans tous les cas, il est rendu compte de la décision du Chef d'établissement dans les meilleurs délais ou en cas d'absence à l'astreinte officier.

VALENCIENNES, le 17 novembre 2014
LE CHEF D'ETABLISSEMENT,
Frédéric ROGERAT



MA VALENCIENNES

75 rue Lomprez
B.P. 80455
59322 VALENCIENNES Cédex
Téléphone : 03.66.22.71.80
Télécopie : 03.27.42.84.50





PREFET DU NORD

Décision n °2014321-0019

signé par
Frédéric ROGERAT, chef d'établissement

le 17 Novembre 2014

**Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord - Pas- de- Calais, de Haute-
Normandie et de Picardie
Maison d'arrêt de Valenciennes**

Décision portant délégation de signature ou de
compétence (poursuite disciplinaire)



DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES
NORD-PAS-DE-CALAIS, PICARDIE, HAUTE-NORMANDIE

MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES
DIRECTION

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE OU DE COMPETENCE

Décision du lundi 17 novembre 2014.

Monsieur Frédéric ROGERAT, Chef d'établissement de la MA Valenciennes.

Vu :

- L'arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, nommant en date du 03 avril 2014 Monsieur Frédéric ROGERAT en qualité de Chef d'établissement de la MA Valenciennes ;
- L'article R 57-7-5 du Code de Procédure Pénale ;

DECIDE :

Article 1 : Reçoivent délégation de signature pour présider la commission de discipline de l'établissement afin de suppléer aux absences ou empêchements du Chef d'établissement à chaque fois que nécessaire :

- Mme Marie-Line PEREZ, Capitaine pénitentiaire, Adjointe au Chef d'établissement
- M. Grégori LAMARCHE, Capitaine pénitentiaire, Chef de détention,

Article 2 : Toute décision antérieure portant délégation de signature en la matière est abrogée.

VALENCIENNES, le 17 novembre 2014
LE CHEF D'ETABLISSEMENT,
Frédéric ROGERAT



MA VALENCIENNES
75 rue Lomprez
B.P. 80455
59322 VALENCIENNES Cédex
Téléphone : 03.66.22.71.80
Télécopie : 03.27.42.84.50





PREFET DU NORD

Décision n °2014321-0020

signé par
Frédéric ROGERAT, chef d'établissement

le 17 Novembre 2014

**Direction interrégionale des services pénitentiaires du Nord - Pas- de- Calais, de Haute-
Normandie et de Picardie**
Maison d'arrêt de Valenciennes

Décisions portant délégation de signature ou
de compétence

MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES

N°

Décision portant délégation de signature ou de compétence
à Monsieur Jean-Christophe DEVELAY, premier surveillant

Décision du 17 novembre 2014

Monsieur Frédéric ROGERAT, chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R.57-7-5 à R.57-7-8, R.57-7-15, R.57-7-18, R.57-7-22, R.57-7-28, R.57-7-54, R.57-7-55, R.57-7-58 à R.57-7-60 ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 03/04/2014, nommant Monsieur Frédéric ROGERAT en qualité de chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes.

DECIDE :

Article 1 : Délégation permanente de signature ou de compétence est donnée à Monsieur Jean-Christophe DEVELAY, premier surveillant à la MA Valenciennes, aux fins de :

- réaliser les audiences des personnes détenues suite à une requête adressée au chef d'établissement. D259 du CPP
 - d'effectuer les audiences arrivants. D285 du CPP
 - retirer à une personne détenue pour des raisons de sécurité des médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant. D273 du CPP
 - décider la fouille intégrale ou par palpation des personnes détenues. R.57-7-79 et 80
 - décider de l'utilisation des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue. D283-3 du CPP
 - décider de l'affectation ou la réaffectation des personnes détenues en cellule. D93, R57-6-24, D94 du CPP
 - d'être autorisé à avoir accès aux armureries du CP. D267 du CPP
 - désigner le chef d'escorte pour les extractions médicales. D308, D276 du CPP
 - renseigner la fiche de suivi de l'extraction médicale et déterminer les moyens de contrainte durant l'extraction médicale pendant le transport et pendant les soins. D294, D306, D373 du CPP
- Du choix du trajet tant à l'aller qu'au retour. D296, D276 du CPP
- décider d'éventuelle modification des moyens de contrainte à l'hôpital, en cas de contestation par le médecin, du dispositif de sécurité. D394, D397, D373, D283-3 du CPP
 - décider du placement à titre préventif des personnes détenues en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire. R 57-7-5, R 57-7-18

Article 2 : Toute décision antérieure portant délégation de signature en la matière est abrogée.

Le Chef d'établissement
Frédéric ROGERAT



MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES

N°

Décision portant délégation de signature ou de compétence
à Monsieur Jean-Philippe ROSE, premier surveillant

Décision du 17 novembre 2014

Monsieur Frédéric ROGERAT, chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R.57-7-5 à R.57-7-8, R.57-7-15, R.57-7-18, R.57-7-22, R.57-7-28, R.57-7-54, R.57-7-55, R.57-7-58 à R.57-7-60 ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 03/04/2014, nommant Monsieur Frédéric ROGERAT en qualité de chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes.

DECIDE :

Article 1 : Délégation permanente de signature ou de compétence est donnée à Monsieur Jean-Philippe ROSE, premier surveillant à la MA Valenciennes, aux fins de :

- réaliser les audiences des personnes détenues suite à une requête adressée au chef d'établissement. D259 du CPP
- retirer à une personne détenue pour des raisons de sécurité des médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant. D273 du CPP
- décider la fouille intégrale ou par palpation des personnes détenues. R.57-7-79 et 80
- décider de l'utilisation des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue. D283-3 du CPP
- interdire une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité. D459-3
- décider de l'affectation ou la réaffectation des personnes détenues en cellule. D93, R57-6-24, D94 du CPP
- fixer la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté, bénéficiant d'un placement extérieur ou d'une permission de sortir sont autorisées à détenir. D124 du CPP
- autoriser une personne détenue de recevoir des colis de linge et livres brochés. D430 D431 du CPP
- désigner des personnes détenues autorisées à participer à des activités. D446 du CPP
- autoriser une personne détenue de participer à des activités culturelles ou socioculturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain. D447 du CPP
- d'être autorisé à avoir accès aux armureries du CP. D267 du CPP
- décider du classement d'une personne détenue à un travail, une formation, une activité. D446 et D448 du CPP
- écouter et enregistrer, pour une durée maximum de 3 mois, les communications téléphoniques des détenus, conformément aux dispositions des articles 727-1 du CPP
- d'interrompre les conversations téléphoniques, lorsque leur contenu est de nature à compromettre l'un des impératifs énoncés au troisième alinéa de l'article R57-8-23 du CPP
- d'effectuer les audiences arrivants du chef d'établissement ou de son représentant le jour ou le lendemain de l'arrivée du détenu. D285 du CPP
- retenues au profit du Trésor Public. D332 du CPP
- désigner le chef d'escorte pour les extractions médicales. D308, D276 du CPP
- renseigner la fiche de suivi de l'extraction médicale et déterminer les moyens de contrainte durant l'extraction médicale pendant le transport et pendant les soins. D294, D306, D373 du CPP
Du choix du trajet tant à l'aller qu'au retour. D296, D276 du CPP
- décider d'éventuelle modification des moyens de contrainte à l'hôpital, en cas de contestation par le médecin, du dispositif de sécurité. D394, D397, D373, D283-3 du CPP
- décider du placement à titre préventif des personnes détenues en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire. R 57-7-5, R 57-7-18
- décision de suspension à titre préventif de l'exercice de l'activité professionnelle ou non professionnelle d'une personne détenue. R 57-7-22, R 57-7-23

- apprécier, au moment de la sortie des personnes détenues, l'importance de la somme qui doit leur être remise par prélèvement sur leur part disponible D122 du CPP
- autoriser l'entrée et la sortie d'argent, de correspondances ou d'objets quelconques D274 du CPP
- autoriser des personnes détenues à envoyer de l'argent à leur famille des sommes figurant à leur part disponible D421 du CPP

Article 2 : Toute décision antérieure portant délégation de signature en la matière est abrogée.

Le Chef d'établissement
Frédéric ROGERAT

The image shows a circular official stamp of the 'MAISON D'ARRÊT DE VALENCIENNES' with a central emblem and stars. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in blue ink. To the right of the signature is a small blue checkmark.

MAISON D'ARRET DE VALENCIENNES

N°

Décision portant délégation de signature ou de compétence
à Monsieur Michaël WITKOWSKI, premier surveillant

Décision du 17 novembre 2014

Monsieur Frédéric ROGERAT, chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

Vu l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R.57-7-5 à R.57-7-8, R.57-7-15, R.57-7-18, R.57-7-22, R.57-7-28, R.57-7-54, R.57-7-55, R.57-7-58 à R.57-7-60 ;

Vu l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 03/04/2014, nommant Monsieur Frédéric ROGERAT en qualité de chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Valenciennes.

DECIDE :

Article 1 : Délégation permanente de signature ou de compétence est donnée à Monsieur Michaël WITKOWSKI, premier surveillant à la MA Valenciennes, aux fins de :

- réaliser les audiences des personnes détenues suite à une requête adressée au chef d'établissement. D259 du CPP
- retirer à une personne détenue pour des raisons de sécurité des médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant. D273 du CPP
- décider la fouille intégrale ou par palpation des personnes détenues. R.57-7-79 et 80
- décider de l'utilisation des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue. D283-3 du CPP
- interdire une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité. D459-3
- décider de l'affectation ou la réaffectation des personnes détenues en cellule. D93, R57-6-24, D94 du CPP
- fixer la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté, bénéficiant d'un placement extérieur ou d'une permission de sortir sont autorisées à détenir. D124 du CPP
- autoriser une personne détenue de recevoir des colis de linge et livres brochés. D430 D431 du CPP
- désigner des personnes détenues autorisées à participer à des activités. D446 du CPP
- autoriser une personne détenue de participer à des activités culturelles ou socioculturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain. D447 du CPP
- d'être autorisé à avoir accès aux armureries du CP. D267 du CPP
- décider du classement d'une personne détenue à un travail, une formation, une activité. D446 et D448 du CPP
- écouter et enregistrer, pour une durée maximum de 3 mois, les communications téléphoniques des détenus, conformément aux dispositions des articles 727-1 du CPP
- d'interrompre les conversations téléphoniques, lorsque leur contenu est de nature à compromettre l'un des impératifs énoncés au troisième alinéa de l'article R57-8-23 du CPP
- d'effectuer les audiences arrivants du chef d'établissement ou de son représentant le jour ou le lendemain de l'arrivée du détenu. D285 du CPP
- retenues au profit du Trésor Public. D332 du CPP
- désigner le chef d'escorte pour les extractions médicales. D308, D276 du CPP
- renseigner la fiche de suivi de l'extraction médicale et déterminer les moyens de contrainte durant l'extraction médicale pendant le transport et pendant les soins. D294, D306, D373 du CPP
Du choix du trajet tant à l'aller qu'au retour. D296, D276 du CPP
- décider d'éventuelle modification des moyens de contrainte à l'hôpital, en cas de contestation par le médecin, du dispositif de sécurité. D394, D397, D373, D283-3 du CPP
- décider du placement à titre préventif des personnes détenues en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire. R 57-7-5, R 57-7-18
- décision de suspension à titre préventif de l'exercice de l'activité professionnelle ou non professionnelle d'une personne détenue. R 57-7-22, R 57-7-23

- apprécier, au moment de la sortie des personnes détenues, l'importance de la somme qui doit leur être remise par prélèvement sur leur part disponible D122 du CPP
- autoriser l'entrée et la sortie d'argent, de correspondances ou d'objets quelconques D274 du CPP
- autoriser des personnes détenues à envoyer de l'argent à leur famille des sommes figurant à leur part disponible D421 du CPP

Article 2 : Toute décision antérieure portant délégation de signature en la matière est abrogée.

Le Chef d'établissement

Frédéric ROGERAT





PREFET DU NORD

Arrêté n °2014330-0002

**signé par
Gilles BARSACQ, secrétaire général**

le 26 Novembre 2014

R_D R E A L_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Arrêté préfectoral portant nomination des
membres de la commission d'attribution de
l'indemnité de départ en faveur des
commerçants et artisans

Direction Régionale des Entreprises
de la Concurrence, de la Consommation
du travail et de l'Emploi

Service Économie de Proximité
Création d'Entreprises et Tourisme

**Arrêté préfectoral portant nomination des membres de la commission d'attribution
de l'indemnité de départ en faveur des commerçants et artisans.**

Le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés ;

Vu la loi de finances pour 1982 (N° 81-1160 du 30 décembre 1981) modifiée, notamment dans son article 106, dans la rédaction que lui a donnée l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2006-83 du 27 janvier 2006 pris en application de l'ordonnance n° 2005-1528 du 08 décembre 2005 relative à la création du régime social des indépendants modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décret en Conseil d'État) ;

Vu la lettre circulaire ministérielle, en date du 22 janvier 2007, de la Direction du Commerce, de l'Artisanat des Services et des Professions Libérales ;

Vu le décret n° 2007-477 du 29 mars 2007 modifiant le décret n° 82-307 du 2 avril 1982 fixant les conditions de l'aide prévue de certaines catégories de commerçants et d'artisans par l'article 106 de la loi de finances pour 1982 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2013 portant nomination des membres de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur des commerçants et artisans ;

Vu la proposition de M. le directeur du Régime Social des Indépendants (R.S.I.) en date du 24 octobre 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La commission mise en place auprès du Régime Social des Indépendants (R.S.I.) du Nord-Pas-de-Calais, chargée de fixer le montant de l'indemnité de départ en faveur des commerçants et artisans âgés, est composée comme suit :

Représentants du Tribunal de Commerce

M. Patrice COLLET	13, rue Verte 59152 GRUSON	<i><u>Titulaire</u></i>
M. Guy WALLAERT	3, Rue des Boulets 59113 SECLIN	<i><u>Suppléant</u></i>

Représentants de la Caisse du Régime Social des Indépendants

M. Jean-Marie ARMAND Administrateur	RSI Nord-Pas-de-Calais 102, Bd P. Vaillant Couturier 59580 ANICHE	<i><u>Titulaire</u></i>
Mme ALBANNE DELANNOY	13, rue Pasteur 62130 Saint Pol-sur-Ternoise	<i><u>Suppléante</u></i>

Représentants de l'Etat

Mr Lahcen MERDJI	DIRECCTE Commerce-Artisanat 70, Rue Saint Sauveur – BP 456 59021 Lille CEDEX	<i><u>Titulaire</u></i>
Mme Stéphanie LION	DIRECCTE	<i><u>Suppléante</u></i>

Représentants la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille

Mr Régis LASSELIN	90, rue de Paris 59800 LILLE	<i><u>Titulaire</u></i>
Mr Christian DESMET	4, Square Jussieu 59960 NEUVILLE EN FERRAIN	<i><u>Suppléant</u></i>

Représentants la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nord-Pas-de-Calais

Mme Nadine CREBOUW	845, Avenue du Général de Gaulle 62231 COQUELLES	<i><u>Titulaire</u></i>
Mr Jean Claude LEVIS	5 rue Courbaleine 62217 NEUVILLE VITASSE	<i><u>Suppléant</u></i>

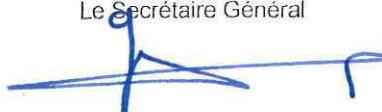
Article 2 : L'arrêté préfectoral du 22 novembre 2013 susvisé est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le **26 NOV. 2014**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Gilles BARSACQ